COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 05-11.Mars 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

- **Interview de Jean Claude de L'Estrac.....3**

- Jean-Claude de L'Estrac, Secrétaire Général de la COI :<Le Sang malgache irrigue toute l'Indianocéanie >
- Entre engagement et responsabilité, Maurice y gagne
- **Economie.....5**
- SAJ : My government intends to invest massively in infrastructure
- **Coopération.....6**
- L'Union européenne alloue une Facilité de coopération technique de 910 000 euros
- COOPERATION REGIONALE: MAURICE ET MADAGASCAR PEAUFINENT UN NOUVEAU PARTENARIAT
- Coopération Maurice-Madagascar : Vers un bénéfice mutuel
- **Tourisme.....13**
- Tourisme : Un tour de France en film haute définition pour la destination Madagascar et Iles Vanille
- Routes: SAJ annonce des investissements de Rs 90 milliards
- Tourisme – Les îles Vanille séduisent les Français
- **Agriculture.....17**

- FAO Afrique – Conférence sur la transformation agricole

- **Environnement 18**

- La COI encourage la gestion durable des cotes
- Protection des fonds marins : Reef Check : le blanchissement des coraux inquiète

- **Connectivité aérienne.....21**
- Couloir aérien: une nouvelle piste d'envol pour Maurice?

Interview de Jean Claude de L'Estrac

LeDEFIMEDIAGROUP

Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI :

« Le sang malgache irrigue toute l'Indianocéanie »

La Commission de l'océan Indien (COI) reçoit à son siège, vendredi, le président de la République de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina, invité d'honneur aux célébrations du 12 mars. Une occasion pour Jean-Claude de l'Estrac de souligner le destin commun des deux pays.

>Vous allez recevoir le président de la République de Madagascar au siège de la COI,vendredi. Quelle est l'importance de la visite de Hery Rajaonarimampianina ?

C'est un choix extrêmement heureux et le gouvernement mérite nos félicitations. D'abord, entre nos deux pays, il existe des liens de sang. De plus, ce sang malgache irrigue toute la région. C'est cette histoire commune qui constitue le substrat de l'Indianocéanie. C'est le passé, mais il y a surtout l'avenir. Il y a, dans cette étape de notre histoire, une nette complémentarité économique entre les deux pays. Madagascar peut offrir à Maurice tout ce qu'elle n'a pas, et Maurice peut proposer à Madagascar tout ce dont elle a besoin.

>Vous quitterez bientôt la COI. Comment définiriez-vous votre mandat de secrétaire général ?

Intense et fructueux ! Je disais au début de mon mandat que je ferai mentir les COI-sceptiques. Pari réussi, si j'en crois nos ministres des Affaires étrangères qui viennent de dire publiquement, lors de la réunion du conseil qui s'est déroulée le 26 février à St-Denis, tout le bien qu'ils pensent de l'action de la COI au cours des quatre dernières années.

>Quelles sont les initiatives les plus marquantes de l'action de la COI?

L'heure d'un bilan complet n'est pas tout à fait arrivée. Je quitte ma fonction le 15 juillet. Mais d'ores et déjà, je pense que ce qui restera quand on aura oublié tout le reste, c'est l'émergence sur la carte mondiale d'une région désormais connue comme l'Indianocéanie. Quand je suis arrivé à la COI, notre identité n'était que géographique, on parlait des 'îles du sud-ouest de l'océan Indien'. Aujourd'hui, l'Indianocéanie est une région distincte qui a fait valoir sa spécificité tant au plan politique que culturel. Je ne désespère pas de faire entrer le mot



> Madagascar peut offrir à Maurice tout ce qu'elle n'a pas, et Maurice peut proposer à Madagascar tout ce dont elle a besoin.

dans le dictionnaire. Mais déjà nous avons gagné la bataille de l'usage par les politiques, les scientifiques et les médias.

>Des regrets?

Oui, un immense regret. Celui de n'avoir pas réussi à convaincre nos pays membres de transformer la Commission en Communauté de l'océan Indien. Cela aurait mis la COI au même plan que les autres communautés économiques régionales. Le plus frustrant, c'est que cet échec est dû à des malentendus.

>Y aurait-il des chantiers inachevés?

Bien sûr ! La COI va se doter d'un nouveau plan de développement stratégique qui couvrira les prochaines années dans la continuité des chantiers lancés. Nous venons de nous assurer d'un financement du Fonds européen de développement pour la période 2015-2020. Nos projets sont structurants, ils exigent un long temps d'exécution mais ils sont sur les rails, que l'on parle de compagnie aérienne régionale, de desserte maritime et de fibre optique, de sécurité alimentaire, de gestion des catastrophes ou de veille sanitaire…

>Vous auriez voulu rester plus longtemps ?

Non, je ne souhaite pas jouer les prolongations. Un secrétaire général mauricien, c'est déjà une dérogation.

>Votre candidature au poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie… Quelle expérience en tirez-vous ? Des regrets de n'avoir pas été élu?

Belle expérience et aucun regret. Je viens de me rendre compte à nouveau combien cette campagne a marqué les esprits en Afrique. Si vous lisez l'argumentaire qui me vaut un Award à la première édition des Africa World Wide Awards, vous constaterez que ce sont surtout les idées développées lors de cette campagne sur l'industrialisation, la gestion des diversités culturelles, les nouvelles formes de croissance durable, et l'intégration économique qui ont retenu l'attention en Afrique.

> Après la politique partisane, un engagement au niveau de la région (une autre forme de politique), journaliste, éditorialiste… On imagine aisément que vous ne prendrez pas votre retraite de sitôt ! What next ?

Les options sont plus nombreuses. Je me suis fixé un délai pour décider, mais j'ai décidé que je ne prendrai pas de retraite. J'ai déjà essayé, je ne suis pas doué…

> La MBC, un chapitre clos? La porte est vraiment fermée?

Clos !

> Un retour en politique, est-ce envisageable?

Non !

> Un bilan du gouvernement après 14 mois au pouvoir?

Plus de politique, vous dis-je ! Si l'éditorialiste devait se réveiller, ce serait une autre paire de manches. Mais ce n'est pas ce à quoi je pense en me rasant chaque matin…

> Mais déjà les salles de rédaction parlent de votre retour dans la presse. Qu'en est-il exactement ?

C'est une option mais une réorientation n'est pas exclue.

Sanjana Bhagmal-Cadervaloo
sanjana@defimedia.info

Riche carrière

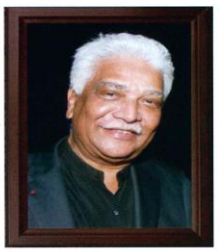
Âgé de 68 ans, Jean-Claude de l'Estrac a eu une riche carrière dans la presse et dans la politique. Il a été conseiller municipal, député et ministre des Affaires étrangères. Il a succédé depuis juillet 2012 au Seychellois Callixte d'Offay au poste de secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI). Il est aussi l'auteur de plusieurs livres, dont *L'histoire racontée à mon petit-fils*, *Mauriciens enfants de mille races*, *Mauriciens enfants de mille combats*, *Passions politiques*, *Maurice 1968-1982* et *L'an prochain à Diego Garcia*, une saga politico-légale sur les Chagos. Récipiendaire du Prix Nicholas Lambert, il a aussi été fait Chevalier de l'Ordre du mérite de Madagascar et Officier de la Légion d'honneur par la France.

BUSINESS MAGAZINE

Entre engagement et responsabilité, Maurice y gagne

Jean Claude de l'Estrac

Secrétaire général
Commission de l'océan Indien



Les diplomates du ministère des Affaires étrangères devraient s'en souvenir : c'est un gouvernement présidé par le même Anerood Jugnauth qui, en 1982, a créé la Commission de l'océan Indien (COI). Comme une confirmation de la volonté de l'État mauricien d'être un moteur de la coopération régionale, c'est à nouveau un gouvernement Jugnauth qui signe l'accord de siège installant la COI sur le territoire mauricien en 1989.

Que reste-t-il de cet engagement des premières heures aux côtés de la COI et pour la coopération régionale ? Poser la question, c'est dire les réserves, parfois palpables, des nouvelles autorités. Et pourtant, Maurice, comme les autres États membres de la COI, a beaucoup à gagner à s'impliquer toujours plus au sein de son organisation.

La COI conduit présentement une dizaine de projets qui couvrent un large éventail de secteurs : commerce, connectivité aérienne et maritime, sécurité alimentaire, santé, énergies renouvelables, sécurité maritime, gestion responsable et surveillance des pêches, gestion des zones côtières… Si tous les bénéfices de la COI ne sont pas mesurables, ils n'en sont pas moins réels. Le gouvernement mauricien doit savoir combien les projets de la COI renforcent ses capacités de mise en œuvre des politiques de développement durable, de réduction des risques de catastrophes ou encore de négociations commerciales et climatiques (Tripartite et accord de partenariat économique, COP21).

Sur le plan de la connectivité régionale, priorité de la COI, il ne fait aucun doute qu'une amélioration de la desserte aérienne régionale profitera à Maurice. Le plaidoyer de la COI a été entendu. Elle a d'ailleurs été invitée, l'an dernier, à présenter à des hauts fonctionnaires de l'État mauricien et à des représentants d'Air Mauritius son projet de connectivité aérienne régionale. L'argumentaire a fait mouche. Mais tout en étant signataire de l'accord créant l'Alliance Vanille des transporteurs aériens de l'indianocéanie, formalisé à Madagascar en septembre 2015, Air Mauritius et l'État ont choisi de jouer en solo. La création d'une compagnie aérienne régionale, projet approprié par le Paille-en-Queue Court, doit l'être dans son essence même. C'est sa seule chance de réussite. C'est ce qui s'est dit, lors de la dernière réunion du conseil des ministres de la COI.

Pareillement, la Cyber-island aussi ne sera réalité que si Maurice joue la carte régionale. On le sait : chaque 10 % de pénétration de la haute bande passante se traduit par un 1,3 point de croissance. Mais les investissements à consentir sont colossaux. C'est pourquoi la COI a conduit une réflexion régionale pour mobiliser les expertises et réunir la masse critique nécessaire à un ambitieux programme e-COI 2020. C'est ensemble que Maurice, La Réunion et Madagascar pourront répondre à leurs besoins d'une connectivité numérique avec l'installation d'un nouveau câble sous-marin. Encore une fois, Maurice doit affirmer sa volonté de jouer pleinement la carte régionale pour profiter d'une croissance partagée.

Il est d'autres secteurs où la COI apporte déjà des résultats au bénéfice du pays. C'est le cas du Plan régional de surveillance des pêches. Cette action est emblématique de la coopération régionale: seul, aucun de nos pays n'a la capacité de surveiller ses vastes zones économiques exclusives. Le PRSP de la COI, conduit sur financement de l'Union européenne, fonctionne grâce à la mutualisation des moyens et bénéficie également d'un *Vessel Monitoring System* (VMS) renseignant chacun de nos pays sur la situation des navires de pêche dans les eaux territoriales de l'espace COI.

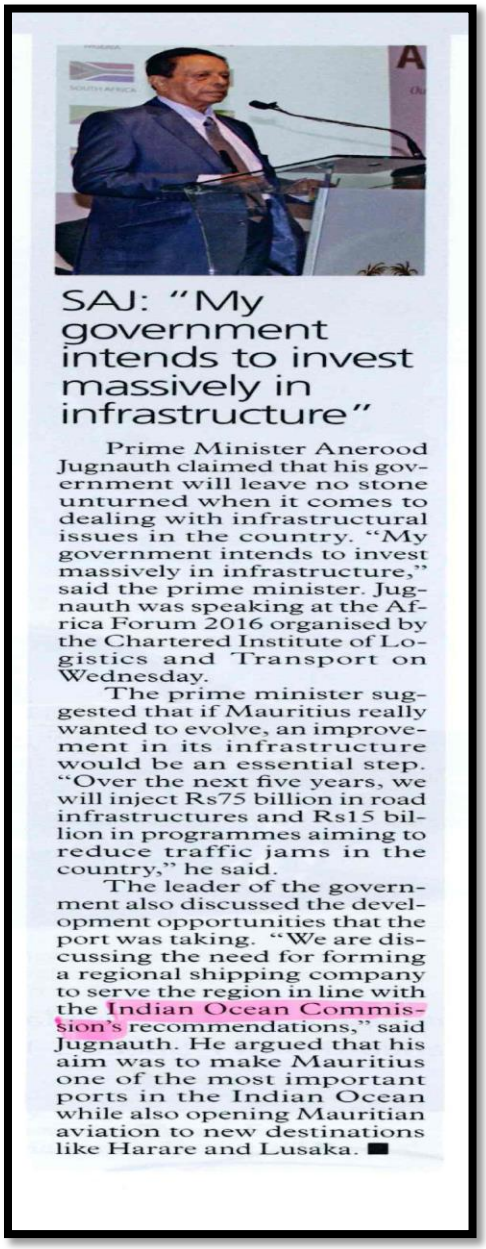
Plus symbolique peut-être mais néanmoins utile et concret : la COI, à travers son programme *SmartFish*, et en collaboration avec les autorités rodriguaises, a lancé en 2012 une période de fermeture de la pêche aux ourites. Cette période conservatoire de six semaines a, dès la première édition, permis d'augmenter significativement la moisson des piqueuses d'ourites dans le lagon rodriguais. C'est tout le tissu économique de l'île qui y a gagné. Et l'écosystème, au passage, souffle un peu chaque année. Forte de ce succès, la COI a répliqué cette initiative, sur une base pilote, dans le lagon sud de Maurice l'année dernière. Les résultats, encore une fois, ont été positifs. Les discussions avec le ministère de la Pêche pour étendre cette période de fermeture au niveau national ont débuté.

Aujourd'hui, la COI a gagné en visibilité. À New York, Bruxelles, Genève, on parle aujourd'hui de l'indianocéanie. Notre organisation intergouvernementale est montée en puissance comme en témoigne l'intérêt grandissant que lui portent les partenaires internationaux. Il n'empêche, l'avenir de la COI passe obligatoirement par une implication plus ambitieuse de ses pays membres. Maurice, pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, qui dispose d'une expérience et d'expertises reconnues, devrait être un moteur de la vie régionale. C'est une responsabilité dont l'État ne peut se départir.

> «Maurice doit affirmer sa volonté de jouer pleinement la carte régionale pour profiter d'une croissance partagée.»

Economie

LOCAL News
Weekly ~ 10 - 16 March 2016 [published by La Sentinelle Ltd]



SAJ: "My government intends to invest massively in infrastructure"

Prime Minister Anerood Jugnauth claimed that his government will leave no stone unturned when it comes to dealing with infrastructural issues in the country. "My government intends to invest massively in infrastructure," said the prime minister. Jugnauth was speaking at the Africa Forum 2016 organised by the Chartered Institute of Logistics and Transport on Wednesday.

The prime minister suggested that if Mauritius really wanted to evolve, an improvement in its infrastructure would be an essential step. "Over the next five years, we will inject Rs75 billion in road infrastructures and Rs15 billion in programmes aiming to reduce traffic jams in the country," he said.

The leader of the government also discussed the development opportunities that the port was taking. "We are discussing the need for forming a regional shipping company to serve the region in line with the Indian Ocean Commission's recommendations," said Jugnauth. He argued that his aim was to make Mauritius one of the most important ports in the Indian Ocean while also opening Mauritian aviation to new destinations like Harare and Lusaka. ■

Coopération

Samedi Plus

L'Union européenne alloue une Facilité de coopération technique de 910 000 euros

L'Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice, pour l'Union des Comores et la République des Seychelles et le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) ont signé une nouvelle convention de financement pour un montant de 910 000 euros en marge de la 31e réunion du Conseil des ministres de la COI qui s'est tenue le 26 février à Saint Denis de La Réunion.

Marjaana Sall, Ambassadeur de l'Union européenne (UE) auprès de la République de Maurice: « Cette signature est symbolique car elle marque le début de la coopération avec la COI dans le cadre du 11e Fonds européen de développement régional doté d'une enveloppe de 1,3 milliard d'euros dont une partie importante reviendra à la COI et à ses Etats membres. De plus, c'est la première fois que la COI disposera d'une enveloppe couvrant une TCF (Technical Cooperation Facility). Cette TCF permettra à la COI de financer des études et de l'appui technique pour identifier et formuler des programmes du 11e FED régional portant sur les secteurs prioritaires de la coopération régionale, tels que la paix et la sécurité, l'intégration économique et la gestion des ressources naturelles. »



Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI : « Ce soutien de l'UE est particulièrement utile puisqu'il nous permettra de traduire en projets et en actions concrètes nos ambitions en matière de stabilité régionale, de connectivité ou d'amélioration de la compétitivité, entre autres. Avec le 11e FED, l'UE reste le premier partenaire de l'Indianocéanie et la TCF démontre son souci d'assurer une instruction sereine des projets que la COI conduire jusqu'en 2020. »

016 SP Samedi Plus 5e au 11 Mars 2016

LeDEFIMEDIAGROUP

Coopération régionale: Maurice et Madagascar peaufinent un nouveau partenariat

8 MARS 2016



Hery Rajaonarimampianina, le président de la République de Madagascar, sera au pays en tant qu'invité d'honneur aux célébrations marquant le 48e anniversaire de l'indépendance de Maurice. Deux signatures d'accord figurent au programme. Cette visite officielle est l'occasion pour les deux pays de définir un nouvel agenda économique. Ce partenariat bien défini pourrait permettre de booster les investissements et l'expansion des groupes mauriciens dans la Grande île.

Madagascar, avec sa population de 23,8 millions d'habitants, est le sixième marché d'exportation de Maurice. En 2015, les ventes se chiffraient à Rs 5,64 milliards, soit en hausse de 6,4 % par rapport à l'année précédente. Les importations de la Grande île ont atteint Rs 1,6 milliard, selon Statistics Mauritius.

Les accords représentent un tremplin idéal pour que le partenariat économique atteigne un palier supérieur. Le protocole d'accord portera sur la création de zones économiques spéciales à Madagascar. Il aidera à baliser le terrain pour favoriser l'arrivée des entreprises mauriciennes avec leur savoir-faire technique et leur financement.

De plus, un accord-cadre général de coopération, ainsi qu'un accord établissant une commission mixte seront conclus. L'accord-cadre, selon le communiqué émis par le Conseil des ministres du 4 mars, vise à promouvoir et à soutenir la coopération technique dans divers secteurs : agriculture, commerce, pêche, tourisme, transport, énergie et technologies de l'information et des télécommunications.

L'agriculture reste le pilier de l'économie malgache, représentant 25 % du Produit intérieur brut, selon la Central Intelligence Agency des états-Unis dans son World Factbook. Avec l'élection d'Hery Rajaonarimampianina, Madagascar figure de nouveau sur la liste des pays bénéficiaires sous l'Africa Growth and Opportunity Act, depuis janvier 2015. Cette loi permet aux produits malgaches d'avoir un accès hors taxe sur le marché américain.

http://defimedia.info/cooperation-regionale-maurice-et-madagascar-peaufinent-un-nouveau-partenariat-20531/

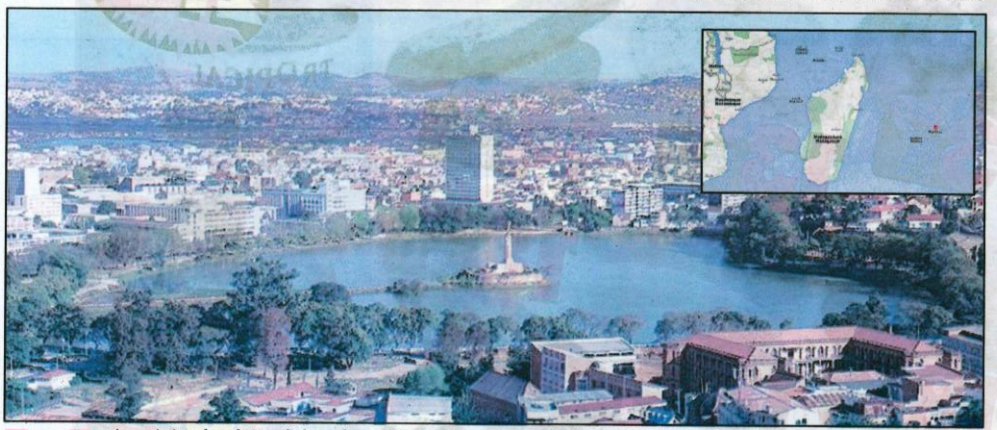
DOSSIER

COOPÉRATION MAURICE-MADAGASCAR

Vers un bénéfice mutuel

Le Président de la République de Madagascar, M. Hery Rajaonarimampianina, sera l'invité d'honneur aux célébrations du 48e anniversaire de l'Indépendance et de la 24e année de la République. Cette visite sera l'occasion de consolider les relations économiques entre les deux pays voisins.

Shaffick Hamuth – s.hamuth@defimedia.info



Maurice maintient des relations diplomatiques avec la Grande Île depuis le 27 août 1968. L'ambassade de Maurice est opérationnelle à Antananarivo, Madagascar depuis 1990. Les deux pays ont signé plusieurs accords bilatéraux et la relation économique a franchi un nouveau pas l'année dernière avec un accord portant sur l'assistance de Maurice pour la réussite des Zones d'Échanges Économiques à Madagascar. La Grande Île veut s'inspirer du modèle mauricien de la zone franche des années 80-90.

En avril 2015, le Premier ministre malgache, M. Jean Ravelonarivo, en visite à Maurice, avait discuté de ce dossier avec le Premier ministre mauricien, sir Anerood Jugnauth. L'implantation des Zones Économiques Spéciales à Madagascar serait bénéfique pour les deux pays. Madagascar a les ressources nécessaires alors que Maurice dispose d'un savoir-faire aussi bien que des investisseurs potentiels. Ces zones spéciales peuvent attirer également des investisseurs étrangers, en se servant de Maurice comme plateforme, afin de développer plusieurs secteurs malgaches, notamment l'agribusiness, le manufacturier, les services financiers, les énergies renouvelables et les infrastructures. Maurice est déjà en train d'apporter son savoir-faire dans d'autres pays africains, surtout le Ghana.

Commerce bilatéral

En 2014, les exportations de Maurice vers Madagascar se chiffraient à Rs 5,2 milliards, contre Rs 4,5 milliards en 2013. Les exportations domestiques étaient de Rs 2,4 milliards en 2014 et Rs 2,3 milliards en 2013 alors que les exportations du secteur port franc étaient de Rs 2,8 milliards en 2014 et Rs 2,2 milliards en 2013. Maurice exporte principalement des produits manufacturiers, des produits chimiques, des équipements et des produits alimentaires. Par contre, Maurice importe pour environ Rs 1,2 milliard de ce pays (2014).

BÉNÉFICES POUR MAURICE

Ces développements en terre malgache offriront des possibilités d'investissements pour nos entrepreneurs locaux et des perspectives d'emplois pour nos jeunes gradués. Nos entreprises locales bénéficieront indirectement car ils trouveront un marché conséquent pour leurs produits d'exportations si le pouvoir d'achat des Malgaches augmente, suite au développement économique de leur pays. L'arrivée des fonds d'investissements sera bénéfique également à notre secteur financier. Autre secteur important apte à bénéficier de la relance économique malgache est le Knowledge Hub, car les étudiants malgaches pourront choisir Maurice pour leurs études. La Grande Île veut attirer des investissements étrangers, et ils sont nombreux les entrepreneurs mauriciens à s'y installer. Toutefois, il y a eu une baisse des investissements mauriciens, selon le dernier relevé de la Banque de Maurice. En effet, le montant total d'investissements directs pendant les 9 premiers mois de l'année dernière s'élève à seulement Rs 13 millions. En 2014, Maurice avait investi Rs 218 millions à Madagascar, contre Rs 897 millions en 2013. Les investissements mauriciens à Madagascar ont généralement baissé de 2006 à 2010, de Rs 291 millions à Rs 71 millions, mais en 2011, un montant record de Rs 1,2 milliard est investi. En 2012, le montant était de Rs 151 millions. L'expertise de Maurice en matière de 'economic policy' et 'fiscal incentives' sera nécessaire pour déblayer le climat des affaires et réduire la bureaucratie, afin d'attirer des investissements. Loin d'émerger comme un sérieux concurrent de l'Île Maurice, Madagascar pourrait plutôt devenir un partenaire stratégique dans plusieurs secteurs, à travers une bonne politique de coopération régionale. Tout dépend de la manière dont notre 'Africa Strategy' sera élaborée.

POURQUOI INVESTIR À MADAGASCAR

Tout comme Maurice, Madagascar se positionne comme une destination idéale pour les investisseurs étrangers. La coopération régionale et l'Outward Investment figurent en bonne place dans la politique économique de l'Île Maurice. Plusieurs raisons principales sont mises en avant pour vanter cette voisine.

POSITION STRATÉGIQUE

La Grande Île est également géographiquement située à un point stratégique entre l'Afrique et l'Asie, sur un axe maritime important. Le pays offre un marché domestique important avec une multitude de possibilités pour les affaires et investissements à travers six secteurs importants, notamment l'agribusiness, le



énormément au PIB. L'île dispose d'une main-d'œuvre agricole abondante. La pêche et l'aquaculture sont des activités communes. Le pays cultive le riz, le maïs, les épices (surtout le girofle), le café, le cacao, la vanille, le coton, entre autres. Madagascar exporte du letchi vers l'Europe.

MINES

Le potentiel minier est énorme à Madagascar et le pays exporte déjà des produits miniers vers l'Inde, la Chine, le Japon, l'Amérique et l'Europe. Les pierres précieuses exploitées incluent le diamant, l'émeraude, le rubis et le saphir. Les pierres industrielles incluent le quartz, le granite et le marbre alors que les métaux incluent l'or, le fer, la chromite, le titane et le cuivre. Il y a aussi l'exploitation du nickel et le cobalt.

INDUSTRIE LÉGÈRE

Le secteur industriel malgache est en pleine expansion. Ce secteur comprend à la fois le secteur traditionnel et le secteur d'exportation, avec de plus en plus d'entreprises de transformation, ciblant le marché extérieur. Le textile-habillement et les artisanats sont très développés.

tourisme, les mines, les infrastructures, les TIC et l'industrie légère ; le pays prône un cadre favorable aux investisseurs étrangers. Le secteur privé est dynamique et le pays dispose de ressources humaines jeunes. Madagascar compte de vastes superficies de terrains fertiles, un littoral splendide, un climat varié adapté au tourisme et à la production agricole

ACCORDS

Madagascar a un accès préférentiel aux marchés européens et est aussi membre des blocs régionaux comme la SADC, le COMESA et la COI. Il est membre du groupe ACP, bénéficiant de la coopération au développement et le commerce de l'Union Européenne. En 2004, Maurice a signé un 'Accord de Promotion et de Protection Réciproque des Investissements (IPPA)' avec le gouvernement malgache. Un traité de non-double imposition existe entre les deux pays depuis 1994. D'autres accords sont : Projet d'Accord Commercial, signé en 2005 ; Accord de Coopération Technique en Matière de Tourisme (2004) ; Accord de Compréhension sur la Coopération Phytosanitaire (2008) ; En 2008, le Board of Investment a signé un accord avec son homologue, l'Economic Development Board de Madagascar, lui-même créé en 2007.

Seychelles NATION

Lancement des rencontres Seychelles-Réunion du développement durable

09-March-2016

Poser les premières pierres d'une coopération économique durable



Un océan commun, des contraintes insulaires similaires, des territoires à continuer à développer et à préserver, une histoire qui nous relie, des évolutions différentes, mais un avenir durable à construire ensemble.

Le Club Export Réunion (CER), avec le soutien de la Région Réunion et de l'Europe, en partenariat avec la *Seychelles Chamber of Commerce &*

Industry (*SCCI*), vient d'inaugurer les premières rencontres bilatérales des entreprises réunionnaises et seychelloises autour d'un thème commun, le développement durable.

En présence du Ministre des finances, du commerce et de l'économie bleue, Jean-Paul Adam, de l'Ambassadeur de France aux Seychelles, Lionel Majesté-Larrouy, de la déléguée à la coopération régionale du Conseil Régional de la Réunion, Fouzia Vitry, de François Mandroux, 1er vice-président du Club export Réunion et de Marco Francis, l'ancien président de la *SCCI*, les rencontres ont été lancées à l'hôtel Eden Bleu. Elles se dérouleront, autant en salle de conférences que sur le terrain, du 8 au 10 mars 2016.

80 rendez-vous B to B, 6 ateliers thématiques et des visites de sites sont prévus afin de poser « les premières pierres » d'une coopération économique qui se veut durable et pérenne. Les opportunités mutuelles de coopération Seychelles-Réunion ont été détectées lors d'une première rencontre économique organisée par la Région Réunion aux Seychelles en 2013.

« Ces rencontres économiques Seychelles-Réunion s'inscrivent ainsi dans la continuité. Nous avons une économie insulaire avec des enjeux de développement durable et un développement économique et social à assurer avec le capital « nature » de nos îles respectives. Face à la gestion des déchets, de l'eau et des énergies renouvelables, nous avons besoin d'offres adaptées à nos contextes économiques et à notre milieu tropical. Sous le signe de la motivation et de la volonté, le but est de créer un tremplin économique entre nos deux îles. Le CER cherche à développer une cohérence entre les problématiques des Seychelles et celles de la Réunion. Nos îles ont des savoir-faire et des expertises respectives, comme l'Economie Bleue seychelloise ou une expérience réunionnaise de 15 ans sur les systèmes complexes de recyclage des déchets. Notre souhait est de créer un véritable partenariat constructif, une communauté de destin et un début de relations sur des bases saines. Les fonds européens peuvent être la colonne vertébrale de cette ambitieuse volonté de coopération économique », a partagé le 1er vice-président du CER, François Mandroux.

Selon l'ancien président de la *SCCI*, Marco Francis, il est important de lever les barrières qui existent entre la Réunion et les Seychelles. « Au niveau aérien, nous avons une ligne directe, mais par exemple, pour

l'importation de produits réunionnais, ceux-ci passent par Rungis, Paris, pour arriver, ensuite, aux Seychelles. Cela donne matière à réflexion », a-t-il indiqué.

Mme Danièle Le Normand, vice-présidente de la Région Réunion, a souligné, pour sa part, que ces rencontres sont en phase avec l'un des piliers de la coopération régionale et internationale de la Réunion, intitulé « *Cap sur le monde et l'océan Indien* ».

« La Région Réunion confirme sa volonté de développer sa coopération régionale avec les Seychelles au travers de l'accord cadre qui nous relie. Nous coopérons déjà sur des projets d'éducation, de tourisme, de culture et bien d'autres. Faisons de notre fragilité insulaire, une opportunité de créer un modèle de développement durable commun. Partons, ensemble, à la conquête des marchés extérieurs », a vivement insisté Mme Le Normand.

Qui dit rencontres réunionnaises, dit rencontres françaises et donc, l'appui de l'Ambassade de France aux Seychelles. « Il est essentiel pour nous d'accompagner les entreprises françaises dans le monde, quelque soit leur taille. La richesse du tissu économique français est basée sur la force et le dynamisme des TPE et PME. Notre ambition est, également, de les accompagner à l'export. Les Seychelles représentent un marché de niche et prometteur. Le mode de consommation seychellois est en profonde mutation, c'est le moment d'œuvrer pour des résultats concrets. Alors, à la délégation réunionnaise de convaincre dans la concurrence indienne et chinoise, de proposer un fret compétitif et d'apporter de l'innovation. Pour ma part, j'essaye de toutes mes forces, avec mon équipe, de galvaniser les troupes avec le Conseil Régional, le Conseil Départemental et la Réunion », a indiqué l'Ambassadeur de France aux Seychelles, Lionel Majesté-Larrouy.

Le Ministre des finances, du commerce et de l'économie bleue, Jean-Paul Adam, attire l'attention sur le fait qu'être « petit » n'est pas une excuse pour ne pas jouer son rôle par rapport à nos enfants et à notre planète.

« La nouvelle frontière économique mondiale est sûrement l'océan. A nous de la conserver et de la protéger. Avec une approche holistique, trouvons des solutions communes à nos défis communs. Créons, à partir de notre histoire commune, une vision partagée de l'avenir », a-t-il dit.

Mme Faouzia Vitry a corroboré ses propos en ajoutant : « Grâce à notre ingénierie et face aux enjeux, œuvrons afin de laisser un héritage indianocéanique à nos enfants. Soyons dans un co-développement gagnant-gagnant. Les rencontres d'aujourd'hui sont un signal fort et une preuve de cette volonté ».

A signaler que lors de la cérémonie d'hier, la SCCI et le Club Export Réunion ont signé un accord de partenariat. Ce sont M. Mandroux du Club Export Réunion et Mme Juliette Sicobo-Azaïs de la SCCI qui ont paraphé les documents.

http://www.nation.sc/article.html?id=248666

Tourisme

Routes: SAJ annonce des investissements de Rs 90 milliards

9 mar 2016



Le Premier ministre lors de l'Africa forum 2016 à l'hôtel Intercontinental, à Balaclava, mercredi 9 mars. © Daren Mauree

«*Mon gouvernement compte investir massivement…*» Le Premier ministre a annoncé des développements dans des secteurs tels que le port, l'aéroport et ce qui concerne les infrastructures routières. Il intervenait lors de l'Africa Forum 2016 organisé par le *Chartered Institute of Logistics and Transport*, à Balaclava, mercredi 9 mars.

«*Rs 75 milliards seront injectées pour les facilités routières ces cinq prochaines années et Rs 15 milliards seront investies dans les programmes de décongestion routière. Nous avons besoin d'évoluer*», a expliqué Sir Anerood Jugnauth.

Le secteur portuaire ne sera pas en reste. Le chef du gouvernement envisage de faire de Port-Louis l'un des ports les plus importants de l'océan Indien. «*We are discussing the need for forming a regional shipping company to serve the region in line with the Indian Ocean Commission's recommendations*», a-t-il poursuivi. Il a, dans la foulée, précisé qu'une attention particulière sera accordée aux activités liées aux croisières.

Et à partir de mai, la compagnie d'aviation nationale desservira d'autres lignes, comme Dar- es -Salam et Maputo. «*D'autres destinations telles*

que Harare, Lusaka, Mbabane et Gaborone s'ajouteront à la liste prochainement», a ajouté le Premier ministre.

http://www.lexpress.mu/article/277489/routes-saj-annonce-investissements-rs-90-milliards

Tourisme : Un tour de France en film haute définition pour la destination Madagascar et Iles Vanille

9 MARS 2016

La projection se fait dans des centres commerciaux en France.

Plus de trois millions de personnes auront l'occasion de visionner un film sur la destination touristique Madagascar et Iles Vanille.

Toulouse, Poitiers, Bordeaux, Limoges, Nantes, Rennes, Tours, Paris, Caen, Rouen …Ce sont entre autres les grandes villes françaises qui recevront la projection d'un film à très haute définition en version 4K sur la destination touristique Madagascar et les pays membres des îles Vanille.

Impact. L'opération qui a débuté en février dernier pour ne se terminer que le 12 juillet consiste à projeter un film de promotion de la destination Madagascar et les Iles Vanille dans des centres commerciaux. Une vingtaine de villes sont concernées par cette projection de film qui aura évidemment son impact sur l'arrivée touristique à Madagascar dans la mesure où ce sont des milliers de personnes qui auront l'opportunité de découvrir la beauté des Iles Vanille où Madagascar tient une place de prédilection. La projection se fera également à la Foire de Paris au mois d'avril prochain. Une grande visibilité attendue.

Charmes. Cette campagne est le fruit d'une collaboration entre les membres des Iles Vanille et en partenariat avec Air Austral, Air Mauritius, Costa Croisières, la Région Réunion et l'Europe (FEDER), Madagascar et les Iles Vanille. Une occasion de mettre en avant la richesse touristique de la région Océan Indien auprès du public français. L'objectif est de montrer

les charmes de Madagascar et des autres îles afin de séduire le public, au moment où les touristes programment leurs prochaines vacances.

Croisière. La portée est estimée à trois millions de personnes qui pourront voir les images. Les Iles Vanille sont aujourd'hui une zone privilégiée par les touristes non seulement en raison des atouts naturels et culturels authentiques, mais aussi pour la sécurité. Cette campagne exceptionnelle entre également dans le cadre de la promotion des croisières dans la région. *« Costa prévoit un programme ambitieux de croisières pour la saison prochaine et nous nous devions de les accompagner en montrant aux Français ce qu'ils découvriront dans les îles paradisiaques de l'Océan Indien»* déclare Pascal VIROLEAU le Directeur de l'association.

R.Edmond

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2016/03/09/tourisme-un-tour-de-france-en-film-haute-definition-pour-la-destination-madagascar-et-iles-vanille/

L'Express DE MADAGASCAR

Tourisme – Les îles Vanille séduisent les Français

09.03.2016

Attirer le maximum de touristes. Les professionnels du tourisme au sein des Iles Vanille diffusent des films sur les îles dans plusieurs villes de France.

Pour une grande visibilité. Les membres des Iles Vanille dont Madagascar tentent d'attirer le maximum de touristes pour les prochaines vacances d'été. La France figure parmi sa principale cible. Actuellement, une campagne exceptionnelle est lancée dans plusieurs villes françaises. Celle-ci consiste en diffusion de film à très haute définition dans une vingtaine de centres commerciaux. « L'objectif de la diffusion du film est de montrer les charmes de Madagascar et des autres îles afin de séduire le public, au moment où la plupart des touristes se demandent où passer leurs prochaines vacances », mentionne le communiqué de l'office national du tourisme de Madagascar (ONTM). Tout a été choisi pour faire rêver les

touristes. La plage aux sables fins, les lagons d'eau turquoise, les endroits paradisiaques et la beauté des îles, sont mis en avant dans le film. De quoi passer de bons séjours pour les prochaines vacances d'été. En plus, la diffusion du film s'étale jusqu'en juillet 2016. C'est-à- dire pendant la période où la plupart des touristes bouclent leurs agenda et budget de vacances. Ainsi, les promoteurs estiment que le film sera vu par 3 millions de personnes.

Authenticité

Les Iles Vanille regroupent plusieurs îles de l'océan Indien, dont Madagascar, Maurice, Mayotte, Comores, Seychelles, La Réunion et les Maldives. C'est un concept marketing, visant à coupler les destinations, en réunissant et valorisant les atouts des îles de la zone pour un développement touristique commun. Ces îles sont aujourd'hui une zone privilégiée par les touristes non seulement en raison des atouts naturels et culturels authentiques mais aussi pour la sécurité, tout particulièrement la sécurité sanitaire. La diffusion de ces séquences vidéo est le fruit d'une collaboration entre les membres des Iles Vanille, avec Air Austral, Air Mauritius, Costa Croisières, la Région Réunion et l'Europe (FEDER).

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/tourisme-les-iles-vanille-seduisent-les-francais-57542/

Agriculture

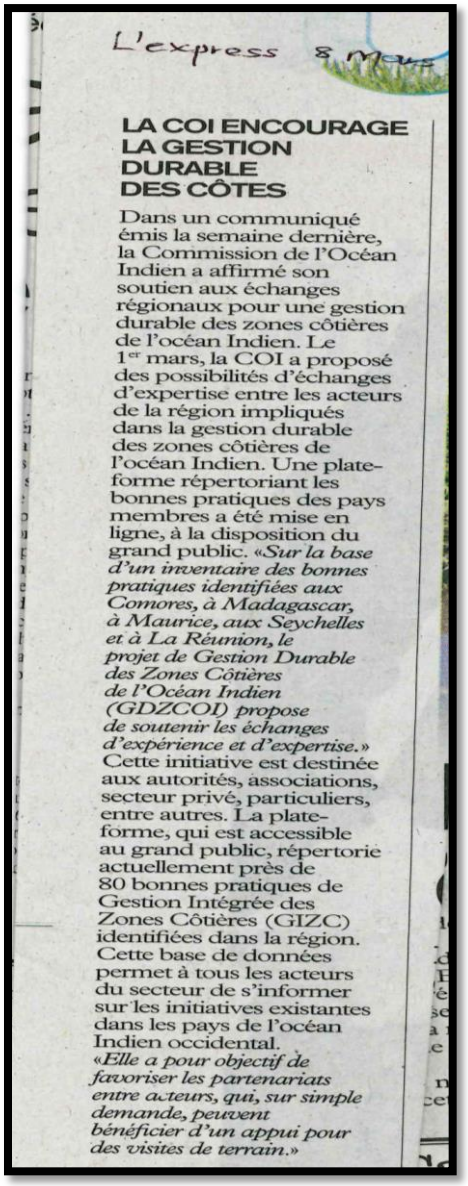
FAO Afrique – Conférence sur la transformation agricole

07.03.2016

Réunion des États membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). La 29e session de la conférence régionale de la FAO pour l'Afrique se déroulera en Côte d'Ivoire, du 4 au 8 avril prochains. Cette organisation verra la participation de délégations ministérielles et d'autres délégués de haut niveau des États membres de la FAO, y compris Madagascar, ainsi que des partenaires et des représentants des organisations de la société civile. Cette rencontre portera sur la transformation des systèmes agroalimentaires africains pour une croissance inclusive et une prospérité partagée. Les questions de réglementation sur le partenariat public-privé seront ainsi discutées au cours de la réunion d'experts, prévue sur les trois premiers jours de la conférence.
« Une session plénière ministérielle sera officiellement inaugurée le 7 avril. Une importante table ronde ministérielle aura lieu le 8 avril. Elle débattra du renforcement des capacités nationales et régionales pour une mise en œuvre efficace des engagements (…) », indique le communiqué de la FAO

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/fao-afrique-conference-sur-la-transformation-agricole-57280/

Environnement



L'express 8 Mars

LA COI ENCOURAGE LA GESTION DURABLE DES CÔTES

Dans un communiqué émis la semaine dernière, la Commission de l'Océan Indien a affirmé son soutien aux échanges régionaux pour une gestion durable des zones côtières de l'océan Indien. Le 1er mars, la COI a proposé des possibilités d'échanges d'expertise entre les acteurs de la région impliqués dans la gestion durable des zones côtières de l'océan Indien. Une plate-forme répertoriant les bonnes pratiques des pays membres a été mise en ligne, à la disposition du grand public. «*Sur la base d'un inventaire des bonnes pratiques identifiées aux Comores, à Madagascar, à Maurice, aux Seychelles et à La Réunion, le projet de Gestion Durable des Zones Côtières de l'Océan Indien (GDZCOI) propose de soutenir les échanges d'expérience et d'expertise.*» Cette initiative est destinée aux autorités, associations, secteur privé, particuliers, entre autres. La plate-forme, qui est accessible au grand public, répertorie actuellement près de 80 bonnes pratiques de Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) identifiées dans la région. Cette base de données permet à tous les acteurs du secteur de s'informer sur les initiatives existantes dans les pays de l'océan Indien occidental. «*Elle a pour objectif de favoriser les partenariats entre acteurs, qui, sur simple demande, peuvent bénéficier d'un appui pour des visites de terrain.*»

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

Protection des fonds marins

Reef Check : le blanchissement des coraux inquiète



Le collectif Reef Check France lance un appel à ses bénévoles de l'Outre-Mer afin de protéger au mieux les coraux du blanchissement et d'une mort probable. Le phénomène El Nino, accouplé au réchauffement du climat et des océans représentent un danger certain pour les animaux. "D'ores et déjà, des phénomènes ont été observés" selon le collectif, appuyant l'appel lancé par Reef Check.

Le collectif Reef Check France lance un appel à ses bénévoles de l'Outre-Mer afin de protéger au mieux les coraux du blanchissement et d'une mort probable. Le phénomène El Nino, accouplé au réchauffement du climat et des océans représentent un danger certain pour les animaux. "D'ores et déjà, des phénomènes ont été observés" selon le collectif, appuyant l'appel lancé par Reef Check.

Le collectif dédié à la protection des espèces marines qui ne fonctionne qu'avec des bénévoles de par le monde, réalise toute l'année des actions de suivi quant à la protection des fonds marins. Depuis quelques mois, Reef Check tire la sonnette d'alarme pour les coraux, menacés d'un blanchissement sans précédent. Les causes : le phénomène El Nino, qui a pour conséquence d'augmenter la température à la surface des eaux et qui a déjà par le passé fragilisé de manière importante les récifs coraliens.

De plus, le réchauffement climatique, avéré par les scientifiques qui soulignent ses effets dévastateurs sur les animaux à la suite de la COP 21 qui s'est tenue à Paris en décembre dernier . "Etant donné la force attendue du phénomène et notre connaissance d'El Nino, les récifs des Terres d'Outre-Mer situés dans les océans Pacifique et Indien devraient être concernés avec des variations d'une zone à l'autre" écrit Reef Check.

Afin de limiter les dégâts et pour préserver au mieux les espèces menacées dans tous les départements d'Outre-Mer, y compris à La Réunion, Reef Check, lance un appel à la mobilisation de ses bénévoles, pour renforcer les équipes d'observation dans le but de collecter un maximum d'informations et "prendre la température" de l'état de santé des coraux.

Présent à La Réunion, mais également en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie Française ou en Guadeloupe, Reef Check tente aussi d'éveiller les consciences des autres collectivités d'Outre-mer. Ici, "c'est avec le soutien d'une banque locale "verte" et du projet "Vigie Récif" que les responsables réalisent leurs activités. Ils disposent de sondes qui enregistrent la température de l'océan pour confirmer le rôle-clé de ce paramètre dans la survie des coraux" selon les indications du collectif de protection marine.

Pour l'heure, afin de mener à bien les deux étapes du dispositif : la première avant, ou pendant le blanchissement des coraux, la seconde, quelques mois après pour évaluer les pertes éventuelles de biodiversité, Reef Check continue sa campagne de mobilisation pour une levée de financements, nécessaires pour les activités de terrain, et de protection des récifs coraliens.

www.ipreunion.com

http://www.ipreunion.com/photo-du-jour/reportage/2016/03/10/protection-des-fonds-marins-reef-check-le-blanchissement-des-coraux-est-inquietant,40848.html

Connectivité aérienne

Couloir aérien: une nouvelle piste d'envol pour Maurice?

9 mars 2016



Annoncé en octobre dernier, le couloir aérien découlant de l'accord entre Changi Airport et Air Mauritius sera lancé le 12 mars. Il a pour objectif, à terme, de propulser Maurice dans le cercle des pays à hauts revenus. Comment? En transformant le pays en hub reliant directement l'Asie et l'Afrique, selon les propos du Premier ministre. D'ailleurs, sir Anerood Jugnauth avait qualifié ce partenariat d'«*historique*».

Lors de la conférence de presse tenue l'année dernière, il avait fait ressortir que «*Singapour est une passerelle qui nous donnera accès à plus de 90 destinations en Asie*», alors que Maurice est un portail «*vers des destinations de l'océan Indien et de l'Afrique*». Mais au milieu du tonnerre d'applaudissements, quelques fausses notes...

Megh Pillay : «La solidité financière et opérationnelle, une condition essentielle à l'expansion»

Le nouveau CEO d'Air Mauritius, Megh Pillay – qui ne sera pas présent pour le lancement de ce couloir aérien vu qu'il ne prendra son poste que le 15 mars – n'a pas souhaité réagir par rapport à ce projet. Toutefois, en tant qu'observateur indépendant et professionnel de l'aviation, il a été constant dans son analyse dans le passé. Ce qui lui a fait dire récemment, bien avant qu'il soit pressenti pour ce poste, que «*la solidité financière et opérationnelle est une condition sine qua non pour toute expansion*». Il ajoute que «*MK doit se fixer comme priorité l'optimisation et la*

rentabilisation de son réseau, la modernisation de sa flotte et l'amélioration de la qualité et du confort de ses cabines».

Vishnu Lutchmeenaraidoo : «Changi canalisera les businessmen d'Asie vers Maurice»

Dans l'interview qu'il a accordée mardi à l'express, Vishnu Lutchmeenaraidoo note que «*Changi canalisera les hommes d'affaires asiatiques vers Maurice c'est à MK de les acheminer vers l'Afrique. Avec le corridor financier et le corridor aérien vient s'ajouter l'impératif d'une infrastructure de télécommunication régionale».*

AHRIM : «Un projet qui s'inscrit dans la logique des hubs»

Du côté de l'Association des hôteliers et restaurateurs de l'île Maurice (AHRIM), l'on estime que le projet est ambitieux et réunit toutes les chances de réussite, dans la mesure où les investissements destinés à le nourrir sont consentis par toutes les parties prenantes. Jocelyn Kwok, le CEO de l'AHRIM, pense qu'Air Mauritius, qui est en première ligne de cette initiative, bénéficie du soutien attendu de ses actionnaires. *«Au-delà des connexions Afrique-Asie qui se développeront au rythme des avancées économiques des différents pays ciblés, il y a aussi le tourisme de loisirs/vacances et le stop over qui sont appelés à alimenter ce corridor.»*

L'AHRIM soutient, à travers son CEO, que cette initiative s'inscrit totalement dans la logique de hubs que prônent Maurice et Air Mauritius depuis de nombreuses années. *«Chacun des hubs mis en place, principalement Paris, Dubai, Istanbul et maintenant Singapour, a sa place dans notre logique d'améliorer notre connectivité aérienne, et d'augmenter la diversité de nos marchés sources. Maurice, au vu de son éloignement géographique, doit rester directement connecté avec les principaux aéroports de demain. Nous sommes sur la bonne voie car, sur la liste des Top 20 des aéroports les plus animés en 2015 – et si l'on exclut les six grands aéroports américains –, Maurice est déjà connecté à dix d'entre eux.»*

Réceptifs et tour-opérateurs pensent à l'après...

L'ouverture du couloir aérien Changi Airport-Air Mauritius est bien accueillie du côté des réceptifs et agences de voyages. Pour Caroline Chen, directrice d'Atom Travel, cela avantagera la clientèle locale. «*Les clients auront désormais plus de choix au niveau des destinations pour les départs vers le Sud-Est asiatique et la Chine*», avance-t-elle, ajoutant qu'au niveau d'Atom Travel, de nouveaux forfaits sont en cours d'élaboration. Ces forfaits seront lancés le 12 mars.

Chez Omarjee Holidays, l'enthousiasme est aussi de mise. Pour le directeur de marketing et de développement Omarfarooq Omarjee, ouvrir nos portes à d'autres destinations est une bonne chose pour le pays. «*Mais il ne faut pas oublier que Maurice est déjà connecté à plusieurs autres couloirs aériens comme celui de Paris, via Air France. À travers ce couloir, nous avons accès à plusieurs destinations à travers l'Europe. Il y a aussi le couloir aérien vers les Émirats arabes unis via Emirates Airlines*», rappelle-t-il. Raison pour laquelle il estime qu'il faut voir plus loin. «*Le gouvernement doit maintenant inciter plus de compagnies aériennes de cette région à desservir Maurice et penser à une stratégie sur le long terme.*» Il estime aussi que les couloirs aériens existants ont besoin de davantage de marketing afin que le pays puisse mieux en profiter.

Une opportunité de doper le commerce avec l'Afrique

Le commerce extérieur devrait bénéficier de l'ouverture du couloir aérien. Et selon Hans Herchenroder, président du Supply Chain Council au niveau de la Mauritius Export Association et membre du Cargo Committee au sein du bureau du Premier ministre, c'est au secteur privé de profiter à présent de cette opportunité, notamment pour ce qui est des exportations sur le marché africain et du transit des marchandises en provenance de la Chine et de l'Asie du sud-est à Maurice.

Pour notre interlocuteur, cette opportunité contribuera certainement à positionner Maurice comme un hub et facilitera l'accès à plusieurs marchés du continent africain. «*Il y a environ 250 000 tonnes de produits qui transitent entre l'Afrique et l'Asie chaque année et Maurice n'y touche pas assez*», explique-t-il. Chose qui devrait changer avec l'arrivée du couloir aérien.

Quid du secteur manufacturier local ? Ne risque-t-il pas d'être davantage affecté par les produits en provenance d'Asie du Sud-Est et de la Chine ? Selon Hans Herchenroder, cela devrait avoir l'effet inverse. «*L'industrie manufacturière locale a beaucoup à gagner à travers cette ouverture, notamment vis-à-vis du marché africain. Le secteur manufacturier a toujours été pénalisé par des contraintes logistiques. Mais le couloir aérien devrait considérablement aider à changer les choses, surtout au niveau des exportations.*»

http://www.lexpress.mu/article/277506/couloir-aerien-une-nouvelle-piste-denvol-pour-maurice